



New York, le 21 avril 2016 / 06.15 am
Paris / 12.15 am

Communiqué de presse Mauvaise « Pass » pour l'UNGASS ?

La session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les drogues (UNGASS) s'apprête à se cloturer à New York, après trois jours de débats.

Le document final adopté mardi présente des avancées et les discours politiques expriment les évolutions notables de positions qui ne sont pas contenues dans ce document : changement de paradigme, régulation, dépénalisation, réduction des risques, écoute, dialogue, approche centrée sur l'humain.... Les choses évoluent, même si des pays continuent à maintenir des positions figées sur le thème éculé de la « guerre à la drogue », et que, selon les mots du groupe d'experts de l'ONU sur les Droits de l'Homme, le document final de l'UNGASS "continue à faire sien le concept dommageable d'un *monde sans drogues* »¹

La place de la société civile, mise en avant dans une majorité de discours nationaux, contraste avec leur accueil depuis trois jours sous forme d'une grande chasse au pass, organisée à coup de mails et de changements d'adresse pour aller récupérer des pass valables une seule journée et pour une seule salle, sur des horaires strictes, l'ONU décidant à la place des participants à quels événements ils pouvaient participer. Ces pass sont finalement distribués sur les trottoirs des rues avoisinantes (cf. les photos tweetées par les ONG).

Une telle désorganisation venant du siège des Nations Unies à New York, pourtant habitué à l'organisation de telles sessions nous laisse dubitatif. Symptôme d'une difficulté de l'ONU à s'ouvrir ?

Dès le commencement des négociations en vue de l'UNGASS — CND 2015 et 2016 — la société civile n'a pu que constater le manque de transparence des débats et l'opacité du processus.

Pour nos ONG qui ont investi depuis parfois des années les travaux pré-UNGASS, force est de reconnaître l'écart désastreux — et non sans conséquences — entre le discours et les actes.

Espérons que pour 2019, **le prochain grand rendez-vous international sur la question des drogues**, les instances onusiennes et ses états membres fassent preuve de plus de cohérence : la société civile peut apporter plus qu'un seule faire valoir au processus diplomatique.

Contacts Presse :

Antoine Henry, Aides : +33 6 10 41 23 86
Georges Lachaze, Asud : +33 6 63 08 99 84
Nathalie Latour, Fédération Addiction : +33 6 12 21 07 25
Marie Nougier, IDPC : +44 78 07 07 76 17
Kenzi Riboulet, FAAAT : +33 6 24 50 84 79

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19828&LangID=E>¹

Les associations françaises se sont constituées en [plateforme commune](#) il y a trois ans pour dialoguer avec la diplomatie française et les médias.